

L'Utopie est dans les prés

Campements militants temporaires et autogérés

Francis Dupuis-Déri¹

La principale valeur morale et politique du vaste mouvement altermondialiste réside dans ses propositions et ses expériences « démocratiques », qui oscillent entre un libéralisme politique plus égalitaire et participatif et un anarchisme qui s'incarnerait ici et maintenant dans les pratiques militantes, aussi bien dans la structure globale du mouvement que dans ses manifestations de rue², ses médias alternatifs, sa production artistique et ses campements militants qui surgissent, par exemple, en marge des Forums sociaux. Il n'est pas rare au sein des mouvements sociaux en Occident et ailleurs que des militants plantent leurs tentes et chapiteaux sur des places publiques ou dans des champs. Cela leur donne l'occasion de vivre ensemble quelques jours ou quelques semaines, ainsi que d'occuper un lieu et d'y inscrire leurs critiques des élites économiques et politiques. Cette forme d'action militante se retrouve dans divers mouvements sociaux. On se rappellera des jeunes Chinois campant sur la place Tian an Men avant d'y être massacrés par les chars d'assaut, ou plus récemment les milliers d'Ukrainiens contestant les résultats des élections présidentielles et campant sur la place publique à Kiev. Du côté du mouvement altermondialiste, des milliers de contestataires de l'Assemblée des pauvres en Thaïlande mettent sur pied des « Villages des pauvres »,

127

Réfractions 14

1. Une version plus courte de ce texte est parue au Québec dans la revue *Possibles* (29) 2, printemps 2005. Il a été écrit avec l'aide de bourses de recherche du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et du Centre de recherche en éthique de l'Université de Montréal (CRÉUM).

2. F. Dupuis-Déri, « L'altermondialisation à l'ombre du drapeau noir », in *L'altermondialisme en France : Genèse et dynamique d'un mouvement social*, Paris, Flammarion, 2005; et *Black Blocs, la liberté et l'égalité se manifestent*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2005.

souvent démontés avec violence par la police.

Tous les campements militants ne participent pas du même esprit politique. La discussion proposée ici portera plus précisément sur des expériences d'autogestion qui doivent permettre de vivre dans le réel les pratiques démocratiques et les principes de liberté et d'égalité, soit les campements temporaires de la campagne No Border, un mouvement de lutte contre les expulsions d'immigrants hors d'Europe, ainsi que sur le Village alternatif anticapitaliste anti-guerre (VAAAG), mis sur pied à Annemasse en France en marge du Sommet du G8 à Évian en juin 2003. Il s'agira premièrement de montrer que ce type d'expérience s'inscrit dans les traditions de l'anarchisme et du socialisme utopique et participe de l'héritage du militantisme anti-autoritaire des années 1960-1970, puis de décrire ces deux expériences en s'inspirant d'entrevues avec des militants et des militantes, et de mon propre engagement au VAAAG, pour ensuite en tirer quelques enseignements critiques et indiquer des pistes d'espoir.

Anarchisme et socialisme « utopique »

L'anarchisme se confond souvent avec le « socialisme utopique », théorisé par des auteurs comme Charles Fourier, Étienne Cabet, Robert Owen et Gustav Landauer, et très bien synthétisé par Martin Buber, dans *Utopie et socialisme*³. Le socialisme utopique croit que la révolution ou l'avènement

3. Écrit en 1945 et publié en français en 1977, avec une préface d'Emmanuel Lévinas.

4. Cité par Buber, *op. cit.*, sans référence exacte.

5. Voir mon article « En deuil de révolution ? »,

d'une société juste est avant tout affaire de volonté, ce qui le distingue du « socialisme scientifique » issu du marxisme, pour qui l'avènement d'une société juste sera le résultat « naturel » de tensions économiques et de transformations dialectiques du système. Selon le socialisme utopique, l'horizon de l'émancipation traverse le présent et l'émancipation peut survenir « ici et maintenant », alors qu'il semble toujours au-devant du sujet politique pour le marxisme scientifique qui caresse l'espoir d'un lendemain qui chante. Gustav Landauer résume bien la sensibilité du socialisme utopique lorsqu'il déclare que l'« État est une condition, une certaine relation entre les êtres humains, un mode de comportement humain ; nous le détruisons en contractant d'autres relations, en nous comportant différemment »⁴. Dans le même esprit, Hakim Bey, un auteur des années 1990 et plutôt influent aujourd'hui auprès de militants anti-autoritaires, a pour sa part proposé le concept de Zones autonomes temporaires (TAZ, pour l'acronyme anglais) désignant les parcelles d'espace-temps réelles ou virtuelles libérées temporairement de l'emprise des pouvoirs. L'idée de TAZ correspond bien à cette sensibilité très réaliste et un peu fataliste commune chez les radicaux d'aujourd'hui pour qui une révolution globale est très improbable maintenant en Occident, tant sont puissants l'État, le Capital et les classes conservatrices et réactionnaires⁵.

Les théories anarchisantes du socialisme utopique classique ou celles des intellectuels d'aujourd'hui qui parlent d'anti-pouvoir – comme John Holloway – et de zones autonomes ne sont pas pures abstractions. Elles s'inspirent d'expériences politiques concrètes d'autogestion et de pratiques d'entraide

égalitaires et libertaires qui existent déjà en marge de l'État et du Capital, mais qui restent le plus souvent ignorées des spécialistes de l'histoire ou de la politique, obsédés par les événements à grand déploiement (guerres, révolutions) et les personnalités officielles, ignorants des actions populaires menées par des individus anonymes et qui ne sont pas orientées vers l'État. Pierre Kropotkine explique que toute une série d'associations – sportives, scientifiques, de sauvetage, constituées de volontaires, d'artistes, de religieuses, etc. – fonctionnent sans l'intervention directe de l'État et participent de cet esprit d'entraide, de liberté et d'égalité, indiquant ainsi que la multitude a la capacité de s'auto-organiser, sans maître(s). L'anarchisme et le socialisme utopique trouveront aussi pendant les deux derniers siècles à s'incarner en Occident dans des « milieux libres », communes rurales ou usines collectivisées. Une série d'insurrections en Allemagne, en Hongrie et en Russie, vont permettre la création de Conseils ouvriers qui auront la vie plutôt courte et la mort sanglante. La Guerre civile espagnole (1936-1939) permet aux révolutionnaires anarchistes de libérer des communes rurales et d'instaurer l'autogestion dans les industries. Moins spectaculaire, mais plus récent, le mouvement « autonome » issu de l'Italie radicale des années 1960-1970, et rapidement implanté en Allemagne et en Hollande, va organiser des squats par centaines, des lieux explicitement politiques, où l'on trouve des dépôts de vêtements gratuits, des cuisines populaires, des salles de spectacles, des centres de documentation (« infoshop »), des cafés, etc. Il existe aussi, en France et ailleurs, des dizaines d'écovillages créés par des groupes d'individus qui ont repris

possession d'un village en friche et qui l'ont rénové pour y développer une communauté autonome et autosuffisante en termes alimentaires. Ces lieux ne sont pas tous animés par un projet explicitement politique, mais plusieurs s'affichent comme des projets libertaires et ils favorisent une réflexion critique et radicale sur les notions de propriété privée, les modes de consommation et le militantisme.

Militantisme autogéré

Les « nouveaux mouvements sociaux » des années 1960-1980 (féministes radicales, écologistes, pacifistes, homosexuel-le-s), aussi connus sous le nom de Nouvelle gauche⁶ ou de Contreculture⁷, vont réactiver – souvent en marge des organisations explicitement anarchistes – les principes égalitaires et libertaires. Ces mouvements se distinguent des mouvements sociaux hiérarchisés de type syndicat ouvrier ou parti de masse par des organisations fonctionnant au consensus, sans chef(s) formel(s) ni postes permanents. L'organisation militante elle-même devient alors un espace libre et autonome en quelque sorte autogéré par les membres et dans lequel se développe par la délibération un sens du bien commun, de l'égalité et de la liberté⁸. Plusieurs groupes militants du mouvement altermondialiste, tels que les Convergences de luttes anticapitalistes en Amérique du Nord, les « groupes d'affinité » et les Black Blocs, pour donner quelques exemples,

6. Voir Herbert Marcuse, *La fin de l'utopie*, Paris, 1968, p. 42s. et *Vers la libération*, Paris, 1969, p. 86s.

7. Le slogan du mouvement punk des années 1970-80, « Do it yourself ! », évoque aussi l'autogestion et l'autonomie. Voir Craig O'Hara, *La Philosophie du Punk*, éd. Rytrut, 2003.

8. Voir la bibliographie en fin d'article.



sont conçus par leurs membres comme des zones autonomes temporaires.

Il n'est pas surprenant que ces acteurs politiques qui militent sur un mode autogestionnaire soient portés à organiser des actions ponctuelles qui relèvent de l'esprit du «socialisme utopique», comme des campements autogérés temporaires. C'est ce qu'ont fait dans les années 1970 et 1980, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Hollande, des militants antinucléaires qui ont mis sur pied par dizaines des campements autogérés, comptant parfois des milliers de personnes organisées en «groupes d'affinité»: citons l'action collective contre le site de l'usine nucléaire de Seabrook (New Hampshire, fin avril 1977), celles des Britanniques de la Campaign for Nuclear Disarmament, le campement pacifiste anarcha-féministe de Greenham Common. S'il semble y avoir une sorte d'essoufflement de ce type d'action dans les années 1990, les camps étant moins nombreux, d'une ampleur moins grande et moins publicisés, les squats urbains et ruraux ont continué d'exister et diverses organisations politiques ont proposé à leurs membres et sympathisants des

camps d'été, qui permettaient d'approfondir en quelques jours la formation militante et les liens de solidarité à travers ateliers, débats et fêtes. Le mouvement altermondialiste n'est donc pas une création spontanée, mais une convergence de mouvements déjà existants et ses campements s'inscrivent dans l'héritage de ces expériences qui participent consciemment ou non à la tradition de l'anarchisme et du socialisme «utopique». Mais les objets de mobilisation – dénoncer les expulsions en masse de migrants, confronter un sommet du G8 – relèvent des préoccupations politiques du temps présent.

No Border

La campagne No Border a été lancée lors d'une réunion à Amsterdam, en décembre 1999⁹. Cette campagne consiste principalement à mettre sur pied des campements temporaires en des lieux spécifiques – zones frontalières, aéroports, villes-symboles – pour dénoncer les politiques européennes d'immigration jugées discriminatoires et racistes par les militants. Depuis 1999, des dizaines de «villages» auxquels ont participé des milliers de militants ont été organisés, principalement en Europe centrale mais aussi en Australie. En juillet 2001, un millier de militants et de militantes vont camper près de l'aéroport de Francfort par lequel transitent le plus grand nombre de personnes déportées par l'Allemagne. D'autres camps auront lieu, en juillet 2002 à Strasbourg pour dénoncer le Schengen Information System (SIS), en août 2003 à Cologne, ces deux-là ayant été soumis à une dure répression policière.

L'objectif de ces campements est double: (1) négatif: exprimer une

9. Site Internet: www.noborder.org/camps.

10. Le Guide, No Border-Strasbourg, juillet 2002, p. 2 (je souligne).

critique du modèle de l'État-nation pour en dénoncer la conception nationaliste de l'ordre politique et de la participation politique ; (2) positif : permettre aux participants d'expérimenter de façon temporaire la pratique de l'autogestion d'un lieu de vie collectif (le « village »). Dans le guide du camp No Border de Strasbourg, des militants expliquent que cette expérience est une occasion « de mettre en place ici et maintenant [...] ce à quoi nous aspirons » et qui permettra la « mise à l'épreuve de nos idées et pratiques »¹⁰. Les villages s'organisent par barrios (quartiers), chacun s'articulant autour d'une cuisine militante et disposant d'un espace d'assemblée, d'un point d'eau, d'un point ordures avec tri sélectif, et de douches. Les campeurs peuvent passer d'un barrio à l'autre, selon leurs affinités. Chaque barrio est en quelque sorte autonome, tenant chaque matin une assemblée générale où sont discutées la vie quotidienne (partage des tâches, bruit, etc.) et les éventuelles actions politiques. Chaque barrio délègue un ou deux représentants qui participeront à la réunion inter-barrio de la journée, et viendront faire rapport dans l'après-midi ou le lendemain.

Phénomène original et en rupture profonde avec le système politique officiel, les enfants avaient leur « espace » et leurs propres assemblées au camp No Border de Strasbourg. Ils pouvaient aussi intervenir dans les barrios d'adultes, comme en témoigne un participant :

Dans notre barrio, il y a eu une assemblée générale exceptionnelle suite à la répression : nous craignons une attaque sur le camp et nous discutons d'un plan d'évacuation des enfants. Un gamin de 7-8 ans a pris la parole pour dire qu'il ne voulait pas que

les enfants soient exclus et il proposait même que les enfants soient placés en première ligne et organisent une sorte de sit-in si les policiers intervenaient. Je ne sais pas s'il répétait quelque chose qu'un adulte lui avait soufflé, mais il avait l'air bien dégourdi¹¹.

Un autre militant raconte une expérience similaire :

J'ai assisté à une assemblée générale de barrio où des enfants sont venus nous expliquer qu'il y avait des adultes qui squattaient leur espace. Ils disaient : notre espace n'est déjà pas très grand, celui des adultes est très grand, alors laissez nous notre espace¹².

Les campements No Border ne sont pas tous similaires, et leur fonctionnement n'est pas exempt de ratés, parfois importants. Au-delà des problèmes délibératifs et techniques évidents, ces expériences de zones autonomes et autogérées temporaires permettent aux militantes et aux militants de tester dans le réel leurs principes politiques et d'expérimenter un élargissement plus égalitaire de la sphère politique, en rupture avec l'idéologie libérale dominante en Occident.

Le VAAAG : Village alternatif anticapitaliste anti-guerre

Le concept des villages a été repris lors de mobilisations contre les sommets du G8, en 2002 à Kananaskis au Canada (mais le projet a été annulé suite aux interférences des autorités) et en 2003

11. Homme, 23 ans, de banlieue parisienne (Strasbourg, 21 juin 2003). Toutes les entrevues ont été réalisées par l'auteur.

12. Homme, 27 ans (Strasbourg, 23 juin 2003).

13. Collectif, Le VAAAG : Une expérience libertaire, Paris : No Pasaran/Monde libertaire, 2003 ; ainsi que le site Internet : www.vaaag.org

à Évian. J'ai milité de février à juin 2003 au sein du comité organisateur de Paris du VAAAG, puis j'ai vécu six jours au VAAAG entre le 28 mai et le 3 juin 2003. Au plus fort de la mobilisation, le VAAAG a compté de 3000 à 4000 personnes¹³. En raison de son ampleur, de sa durée et de sa dynamique, ce fut l'une de mes expériences militantes anarchistes la plus stimulante et enivrante, quant à l'expression des valeurs d'égalité et de liberté individuelle et collective.

Le VAAAG était au départ une initiative de militants du réseau antifasciste No Pasaran, qui avait lancé l'idée en octobre 2002. Plusieurs des initiateurs du VAAAG avaient participé au camp No Border de Strasbourg, et ils ont donc importé ce mode d'action collective satellitaire au mouvement altermondialiste directement dans le mouvement. La coordination en amont regroupait des individus autonomes, mais aussi des membres de diverses organisations de gauche et d'extrême gauche. Une scission a été consommée en février, un Village intergalactique (VIG) moins autogestionnaire se créant à quelques centaines de mètres du VAAAG. En marge du G8, des villages ont également surgi à Genève et à Lausanne, de même qu'un petit campement non-mixte à deux pas du VAAAG, le Point G, comptant une trentaine de féministes, malheureusement la cible de bien des attaques anti-féministes¹⁴.

Le VAAAG a été organisé par divers

comités locaux où la charte et les diverses questions techniques étaient discutées, et qui déployaient les efforts de publicité, de mobilisation et de levée de fonds (affichages, tractage, concerts bénéfiques, etc.). S'inscrivant dans l'esprit du socialisme utopique, un bulletin paru au mois d'avril 2003 expliquait ainsi le projet du VAAAG : « nous imaginons cet espace comme un lieu autonome d'action et de réflexion, [...] un lieu au sein duquel seraient mises en avant les pratiques collectives fondées sur l'autogestion et sur la démocratie directe. Ce village sera un laboratoire d'idées ». Bref, ce devait être « un espace d'expérimentation sociale et politique ».

Ce sont des membres de ces comités qui sont arrivés à Annemasse une dizaine de jours avant le début du campement pour en mettre en place l'infrastructure. Dans le cas du VAAAG, les militants avaient négocié avec la commune le prêt d'un terrain, ainsi que certains détails techniques importants (approvisionnement en eau et en électricité, bennes à ordures, toilettes chimiques¹⁵). Comme aux camps No Border, le VAAAG était divisé par *barrio*, chacun tenant ses assemblées générales. Il y avait aussi des débats et des projections de films dans la journée, et des spectacles de musique le soir. En plus de ces événements prévus à l'horaire, des militantes et militants ont organisé des assemblées ad hoc, surtout en soirée, pour discuter rapidement d'une action, par exemple, ou d'une réaction à la répression policière. Comme les campements de la campagne No Border, le VAAAG n'a pas fonctionné parfaitement. Cela dit, ce fut une occasion extraordinaire pour les militantes et les militants de concrétiser leurs idéaux politiques et d'en discuter collectivement.

14. Voir F. Dupuis-Déri, « À l'ombre du Vaaag : retour sur le Point G », *Le Monde libertaire*, 1330, septembre 2003.

15. Les toilettes chimiques ont été critiquées par des écologistes, qui ont creusé des toilettes sèches.

16. Homme, 42 ans, d'Amsterdam (Montréal,



Critiques et perspectives d'avenir

Si plusieurs militantes et militants sortent de ces expériences d'autogestion enthousiastes pour cette démocratie directe et inclusive, d'autres sont plus critiques :

Au campement No Border de Strasbourg, l'organisation des assemblées était trop lourde : il y avait tôt le matin des assemblées dans les barrios, puis une assemblée de porte-parole des barrios, puis un retour des porte-parole dans des assemblées de barrio. Cela pouvait prendre les six premières heures de la journée... En plus, il n'y avait pas d'ordre du jour et il y avait une sorte de dogme voulant qu'il était plus juste de ne pas avoir de facilitateur aux assemblées. Cela excluait les gens qui voulaient résoudre des problèmes de façon efficace et rapide, qui quittaient rapidement ces assemblées¹⁶.

Un des principaux problèmes, selon mon expérience au VAAAG, s'explique par la trop courte durée – quelques jours – de cette expérience, toutes les questions devant être discutées tout de suite et rediscutées tout le temps, puisque de nouveaux participants arrivent constamment. Si l'expérience s'était prolongée pendant plusieurs semaines, il aurait été possible de n'avoir qu'une ou deux assemblées générales par semaine. Mais les

militants se mobiliseraient-ils sur une si longue période ? Le processus démocratique de prise de décision peut aussi se crispier autour de clivages idéologiques, indépassables en si peu de temps. De plus, dans le cas du VAAAG, le camp était très peuplé et la circulation d'information a posé problème, un phénomène d'autant plus important que la démocratie directe exige une parole transparente pour que les décisions soient prises de façon raisonnable. En l'absence de chef(s), personne ne monopolise l'information, mais certains lieux reçoivent et concentrent plus que d'autres l'information, par exemple le point d'accueil et le comité légal, ce dernier surtout après le début des actions directes. Les militants veulent alors connaître le déroulement des actions militantes et des réactions policières. Le comité légal, souvent inondé de coups de téléphone de manifestants et débordé par les personnes restées au camp et en quête de nouvelles fraîches, concentre les informations au sujet des manifestants et des policiers et du nombre d'arrestations, et la source de rumeurs fallacieuses, parce que les informations sont le plus souvent reprises et diffusées avant d'être confirmées.

En cas de répression policière, ces expériences peuvent avoir des impacts aussi importants que malheureux sur la communauté militante locale, qui ne peut plus compter sur la solidarité des centaines de campeurs, une fois le camp levé. Un anarchiste de Strasbourg ayant participé au camp No Border explique ainsi : « Avant No Border, on faisait plein de choses à Strasbourg : on organisait des tables de

17. Homme, 30 ans (Strasbourg, 26 juin 2003).

18. Homme, 33 ans, originaire de Grèce, résidant à Strasbourg depuis trois ans (26 juin 2003).

presse, des campagnes de graffitis, des actions anti-pub. Après No Border, on ne voulait plus en faire par peur des flics... Même pas la table de presse... »¹⁷

Un autre militant anarchiste, d'origine grecque et ayant lui aussi participé au camp No Border de Strasbourg, ne minimise pas les faiblesses de ces zones autonomes temporaires, mais considère néanmoins qu'elles ont une efficacité politique certaine.

Je comprends pourquoi certains y voient des expériences contre-révolutionnaires, comparables aux petites améliorations qu'exigent et obtiennent les réformistes. Ces îles de liberté [expression grecque] ne créent aucun problème fondamental au capitalisme, pas plus que des monastères orthodoxes en Grèce qui fonctionnent réellement sur un mode d'autogestion. Des expériences comme ces villages militants vont échouer à moyen terme : ça peut fonctionner au début, mais ils vont devoir s'adapter. Ceci dit, quand je militais en Grèce, je disais souvent que la distribution d'un millier de tracts est efficace lorsqu'elle permet de toucher une ou deux personnes. Un village sera également efficace s'il permet de toucher une ou deux personnes, au sein d'un millier de fêtards¹⁸.

Plusieurs militants qui ont participé à de tels campements se plaignent d'y avoir croisé tant de personnes faiblement politisées, qui n'y venaient guère pour expérimenter l'autogestion et participer à la vie politique collective, mais au mieux seulement pour s'engager dans les actions directes comme les manifestations, au pire pour

19. Homme, 24 ans (Paris, 11 décembre 2003).

20. V. Serge, «L'expérience communiste», op. cit., p. 191.

21. Voir note 11.



y faire la fête, ce qui causera des frictions entre les «fêtards» et les militants ayant une conception plus austère de l'activité politique. Un participant au VAAAG tend à relativiser le problème, lorsqu'il discute de l'objectif du village :

Le Vaaag sert aussi aux gens à se rencontrer. C'est un beau village de vacances autogéré et je crois qu'il y a énormément de gens qui l'ont pris comme tel. Mais c'est bien que les gens fument, dansent, baisent...¹⁹

Ce même militant, qui ne dénigre pas le côté festif, constate du même souffle que des expériences comme le VAAAG restent très partielles en termes d'autogestion, et qu'elles ne peuvent rivaliser avec le sérieux d'un squat, par exemple. Parlant toujours de l'objectif du VAAAG, il dit : « Je peux ressortir le discours officiel, mais j'y crois aussi un peu : mettre en pratique, expérimenter des idées. Le problème, c'est que ça reste dissocié de la réalité, c'est une fête. J'ai de très bons amis squatters qui mettent ces idées en pratique tous les jours. Le Vaaag est trop lisse, il donne une idée trop simple de ce que c'est que l'autogestion. J'ai pas vu des gens engueuler des gens parce qu'ils ne faisaient rien. C'est ça, l'autogestion... »

Il est intéressant de noter la capacité d'autocritique des militants, qui s'inscrit elle aussi dans la tradition historique de

l'anarchisme et du socialisme utopique. Deux militants anarchisants du début du XX^e siècle, le communiste libertaire Victor Serge et l'individualiste anarchiste E. Armand, sont ainsi à la fois sympathiques et critiques à l'égard des expériences des «milieux libres». Serge écrit en 1908 au sujet de L'Expérience communiste, une colonie libertaire fondée en 1907 :

Il est [...] fou de vouloir tirer de notre société quelques individus suffisamment affranchis des tares ancestrales et sociales pour pouvoir constituer ce noyau d'hommes [sic] libres que doit être une colonie communiste. Et c'est vraiment d'un singulier orgueil que nous croire, nous-mêmes plus ou moins tarés, plus ou moins névrosés, capables de créer un milieu d'harmonie durable²⁰.

Comment en effet des individus socialisés dans une société injuste peuvent-ils être justes ? Un problème que note un participant au VAAAG : « Il n'y a pas tant de problème avec l'organisation des villages en soi qu'avec les individus – et je m'inclus dans cette remarque : il est difficile pour chacun de se libérer de notre socialisation, et il y a des petits chefs qui tendent à émerger²¹. » Des processus et des rituels sont toutefois pensés pour limiter au minimum les effets des pouvoirs informels : rotation des tâches, par exemple, et recherche du consensus en assemblée générale, alternance des tours de paroles entre les hommes et les femmes ou attribution de la parole en priorité à ceux qui en font la demande pour la première fois.

Ces zones autonomes temporaires qui fonctionnent sur le mode de l'auto-gestion et de la recherche du consensus permettent d'ailleurs le développement d'une réflexion sur la

méta-stratégie, les militants définissant par eux-mêmes et pour eux-mêmes des concepts comme l'«efficacité», et cherchent en eux-mêmes ou ensemble à évaluer la valeur de ces zones autonomes temporaires. Pour une militante ayant vécu au No Border de Strasbourg et au VAAAG, l'expérience de vie d'un tel campement force l'individu à (re)considérer ses principes et sa sensibilité politiques :

Un village, c'est une expérience pour toi, pour savoir si tu es capable de vivre tes idées, et on réalise que le passage de la théorie à la pratique n'est pas si difficile que ça... Personnellement, je ne sais pas si je pourrais vivre à long terme comme ça, les uns sur les autres. Pour moi, la société libertaire, je la vois comme un village avec la mise en commun et des assemblées générales collectives, mais avec des lieux d'indépendance, de solitude. Bien sûr, le camping fait en sorte que nous nous retrouvons les uns sur les autres. Une société libertaire ne serait pas du camping²².

Mais Armand diminue l'importance de la socialisation des personnes qui composent les milieux libres, ceux-ci ne devant pas être évalués à leur capacité à s'inscrire dans la longue durée. Selon l'expérience des colonies libertaires, la durée est en fait « un signe infaillible d'amollissement et de relâchement »²³. Il faut d'ailleurs se demander ce que signifierait une expérience anarchiste se coagulant dans la durée : quelle liberté resterait à ceux et celles y participant, qui ne feraient que répéter et mimer des pratiques définies par d'autres et depuis longtemps

22. Femme, 25 ans (Strasbourg, 23 juin 2003).

23. E. Armand, *Milieux de vie en commun et colonies*, éd. L'En Dehors, 1931.

24. « En deuil de révolution ? », cit.

stabilisées?

*

J'indiquais dans mon article du dernier numéro de Réfractons²⁴ qu'au dernier jour du VAAAG, des militantes et militants ont invité par affichage les habitants d'Annemasse à visiter le campement, et à participer à une assemblée publique et à un festin gratuit. Environ trois cents habitants de tous âges ont répondu à l'appel. L'assemblée semblait mal engagée, alors que le premier intervenant critiquait les campeurs pour avoir profité gratuitement de l'eau et de l'électricité payées par les résidents de la commune. Mais la rencontre s'est terminée de merveilleuse façon, les gens discutant entre eux de politique internationale, nationale et locale, et une citoyenne déclarant que ses taxes et ses impôts n'avaient jamais été aussi bien utilisés. Son seul regret : que le VAAAG ne reste pas à Annemasse plus longtemps. En démontant les infrastructures du camp, on avait érigé de grands bûchers sur lesquels flottait le drapeau noir. Les anarchistes y ont mis le feu, marquant ainsi la fin temporaire de leur action publique.

Cette façon dont les militants et militantes d'aujourd'hui se jouent du temps pour investir l'éphémère peut révéler tout simplement la faiblesse relative du mouvement social. Le spectacle des TAZ et des villages temporaires dévoile l'incapacité des militantes et militants – en raison d'un rapport de force désespérant – de confronter sérieusement l'État et le Capital, ou encore de prendre et de conserver le contrôle et d'autogérer sur une longue durée des lieux de travail ou de résidence, voire des quartiers et des villages. Or ces expériences temporaires nous encouragent aussi à



Arthur Moyses

(re)penser notre rapport au politique et au temps. Vrai, le temporaire déçoit notre désir de révolution globale. Mais n'est-il pas normal que militantes et militants agissent en fonction de leur contexte précis? Des actions temporaires comme les campements militants révèlent que l'esprit anarchisant du socialisme utopique continue de vivre même dans un contexte où les forces conservatrices et réactionnaires sont très clairement dominantes. Et les expériences temporaires restent significatives pour ceux et celles qui y participent. Pourquoi tout de suite se